

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Communiqué de presse n° 49 (F)

6-7 octobre 2009

Déclaration de M. **JEAN-PIERRE ROTH**,
Gouverneur du FMI pour **SWITZERLAND**,
en séance plénière

**Déclaration de M. Jean-Pierre Roth,
Gouverneur du FMI pour Switzerland,
en séance plénière**

Monsieur le Président, Monsieur le Président de la Banque mondiale, Monsieur le Directeur général du Fonds, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Délégués, je suis très honoré d'avoir l'opportunité de m'adresser à vous aujourd'hui.

J'ai le plaisir de le faire dans un environnement économique qui est devenu de plus en plus serein au cours de ces derniers mois. Un tournant semble être en train de se dessiner. La crise économique exceptionnelle que nous avons vécue ces deux dernières années paraît s'estomper. Toutefois, les risques ne se sont pas évanouis pour autant. D'une part, l'amélioration conjoncturelle est portée par des facteurs exerçant une influence limitée dans le temps, comme les mesures de relance budgétaire et l'épuisement des stocks. D'autre part, le secteur financier est encore en convalescence. Par conséquent, il me paraît encore prématuré de se départir des mesures exceptionnelles qui ont été adoptées pour répondre à la crise. Qu'il s'agisse des mesures monétaires, budgétaires ou d'assistance au secteur financier.

Cependant, il est clair que ces mesures ne sauraient être maintenues dans la durée. Les banques centrales et les gouvernements doivent se préparer à s'en écarter. Pour ce faire, des stratégies de sortie crédibles doivent être élaborées. Le Fonds monétaire international peut jouer un rôle non négligeable dans ce contexte. Il peut et doit servir de forum de communication entre pays membres. Il doit permettre à chaque pays membre de s'assurer que ces stratégies de sortie sont mutuellement compatibles.

Mais ce que je tiens surtout à souligner ici, c'est le rôle que le Fonds monétaire international a joué dans la lutte contre cette crise. Sa contribution doit être vivement saluée. Le Fonds a répondu à l'attente que la communauté internationale plaçait en lui. Le montant des prêts accordés a été porté à l'unisson de la dimension de la crise. De nouveaux instruments de crédits ont été créés, ou des ajustements ont été effectués aux instruments existants afin de contenir l'extension de la crise.

Le travail du Fonds n'est toutefois pas achevé. Loin de là. Le Fonds doit déployer son activité dans trois directions au moins :

Premièrement, le Fonds doit disposer d'un filet de sécurité en matière de ressources financières. Ce filet doit être suffisant pour lui permettre de répondre à d'éventuelles demande accrue de fonds avec souplesse. A cet effet, les Nouveaux accords

d'emprunt doivent être étendus et élargis. La Banque nationale suisse est prête à contribuer à cet effort.

Deuxièmement, le Fonds doit améliorer la qualité et la pertinence de la surveillance qu'il exerce sur les pays membres. Cela signifie en particulier que la surveillance du secteur financier doit être menée plus systématiquement et plus fréquemment que cela n'est le cas actuellement. La surveillance du secteur financier doit bénéficier de la même attention que celle accordée à la surveillance des politiques monétaire et budgétaire.

Troisièmement, la gouvernance du Fonds doit être ajustée pour répondre aux attentes de nombreux membres de la communauté internationale. Cet ajustement comporte deux aspects au moins :

Le premier aspect concerne le rôle et les modalités d'action des organes du Fonds. Ceux-ci doivent être revu. En particulier, le Comité monétaire et financier international doit être mieux à même d'offrir des orientations claires à la politique du Fonds. Et le Conseil d'administration doit être mieux à même d'assumer ses tâches de supervision. Les modifications nécessaires pour atteindre ces objectifs appellent plus à des réformes pragmatiques qu'à des changements fondamentaux. Je constate que des premiers pas ont été accomplis dans cette direction. Le déroulement du Comité monétaire et financier international, ici, à Istanbul, en est un témoignage.

Un deuxième aspect de la réforme de la gouvernance du Fonds consiste en l'augmentation et en la réallocation des quotes-parts. L'augmentation des quotes-parts doit être justifiée par les besoins en liquidité du Fonds. Elle doit être fondée sur des besoins permanents et non pas sur des besoins temporaires, comme ceux que nous venons de connaître. Pour faire face à des besoins temporaires, l'augmentation et l'élargissement des Nouveaux accords d'emprunt constitue une solution adéquate. La réallocation des quotes-parts, de son côté, doit permettre un réajustement en faveur des pays émergents les plus sous-représentés. Bien que cet objectif ne soit pas contestable, il me paraît nécessaire que le réajustement tienne aussi compte d'autres facteurs. Parmi ces facteurs, je compte notamment la capacité et la volonté de financer les activités du Fonds, ainsi que l'ouverture financière.

As to the World Bank Group we have analyzed the submitted capital adequacy reviews of both IBRD and IFC, and we would like to comment as follows:

- (a) Management, in close consultation with the Board, should formulate as a matter of high priority a comprehensive but succinct strategic framework that provides the necessary vision and direction to inform the forward-looking decisions expected from the Governors. Such a strategic framework has to address the Bank's comparative advantages, its capacity to deliver scaled-up programs without compromising the quality of its lending operations, and the capacity of the clients to implement effectively such programs and to service the corresponding debts.
- (b) More attention should be given to the situation of the low-income countries. While appreciating the announced review of IBRD enclave lending policy to IDA countries, the sustained IFC and IBRD transfers to IDA despite the crisis, and some progress in implementation of the Vulnerability Framework for LICs, we consider that more concrete steps are now needed to move this agenda forward and to better take into consideration the forthcoming IDA-16 replenishment in the analysis of the overall discussion on WBG financial capacity and capital adequacy. We acknowledge the Bank's proposal to establish a Crisis Response Facility and ask to use the opportunity of the IDA 15 Mid-Term Review to analyze and discuss the benefits and constraints of such a facility.
- (c) The Selective Capital Increases at IBRD and IFC that may result from the Voice & Participation agenda should be fully – even if tentatively – factored in the analysis of any need to strengthen the capital basis. The volume of such SCIs, but also the share of “paid-in capital” would be directly relevant to the decision making process by the Governors. We call on the Bank to fully consider these elements in the work ahead, with the view to providing a comprehensive basis to consider options necessary to strengthen the long-term financial sustainability of the WBG.
- (d) Finally on IFC capital adequacy, we acknowledge the very responsive, responsible and innovative approaches implemented by IFC to face the crisis. We expect more in-depth review of different scenarios regarding IFC growth path, that are realistic and sustainable. To this end a more detailed analysis of the priorities beyond the countercyclical role of the corporation, are necessary, particularly to avoid a crowding out of the private sector once the crisis is over.

We welcome the update on progress to date on the first phase of the Voice and Participation reform process, as well as the proposals for discussion under the second phase. This work is an essential contribution that should facilitate progress towards a consensus on the enhancement of the voice and participation of developing and transition countries (DTC) in the decision making at the World Bank Group, and an agreement at the 2010 Spring Meetings.

As regards the proposals for the IBRD shareholding review and realignment, we reaffirm our commitment to a process aimed at considering the evolving weight of all members in the world economy and other criteria consistent with the Bank's development mandate as the basis for such realignment. Solid principles and criteria will be required in this regard, to provide a robust benchmark for measuring members' severe under-representation and for fostering agreement in 2010 on a Selective Capital Increase.

With respect to measuring economic weight, we hence believe that the IMF actual quotas or elements of its underlying formula should be used as a reference for IBRD shareholding. To reflect on the Bank's development mandate and the need to ensure long term financial sustainability of the institution, a significant weight should be given to countries' demonstrated track record on the last three IDA replenishments, on a burden share basis. Providing the right incentive for future contributions to IDA will also be important, and we are prepared to consider modalities to reflect on clients' engagement as well, in particular for smaller members.

We are convinced that the rigorous application of these criteria will provide a solid and sustainable basis for regularly reviewing IBRD shareholding at five years intervals. The review process will permit to take stock of evolving country situations and related classification, as well as of the dynamic move towards equitable voting power between developed and developing countries. In the meantime principles and criteria have to be developed and approved in 2010. We would however be prepared to join a consensus on considering a shift of voting power, in the order of 3 %, in addition to the 1.46 % increase under Phase 1, subject to confirmation that the "non-dilution principle for each and all DTC members" is not applied and to clearly defined criteria and principles. We would also be ready to consider additional measures to protect the progress achieved under Phase 1 for the low-income countries.